

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20144 - 78ÈME ANNÉE

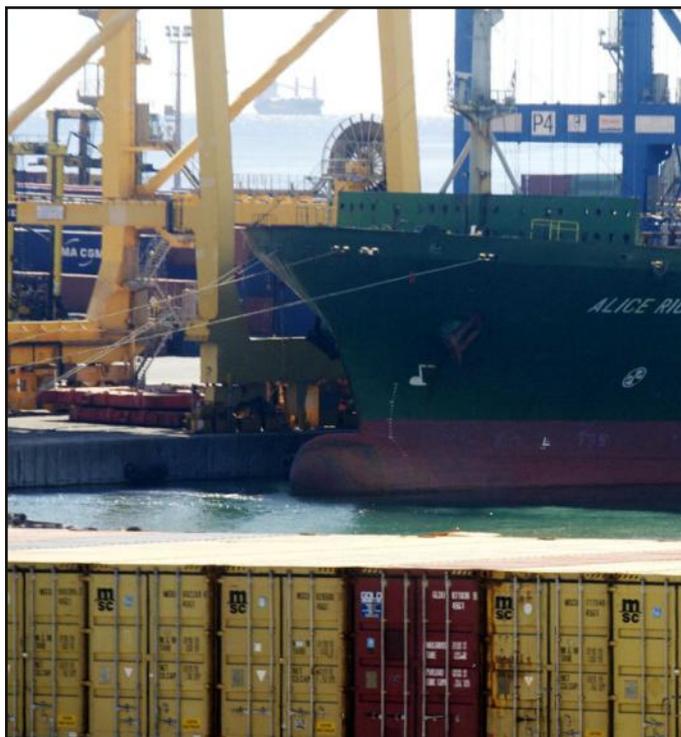
## Guerre en Ukraine et changement climatique : deux crises simultanées aux conséquences mondiales

# Face à la flambée des prix : autosuffisance alimentaire et co-développement pour protéger les Réunionnais

Depuis plusieurs semaines, l'Inde est confrontée à des températures exceptionnellement élevées. La récolte de blé sera moins importante que prévu. Le gouvernement indien a donc pris la décision de suspendre les exportations de blé. En Europe et aux États-Unis, les prévisions de récolte de cette céréale sont revues à la baisse en raison du risque de sécheresse. Le changement climatique va donc accentuer la flambée du prix de ce produit de première nécessité, favorisant les émeutes de la faim en Afrique. Cela ne sera pas sans conséquence à La Réunion, qui ne produit pas de blé mais consomme beaucoup de produits dérivés.

La guerre en Ukraine concerne deux importants producteurs de produits agricoles, notamment d'huile et de blé. La Russie était avant cette guerre le premier exportateur mondial, l'Ukraine était le quatrième. Ces deux pays exportaient massivement vers l'Afrique. Les ports ukrainiens sont bloqués, le blé ne peut plus être exporté. Quant à la Russie, elle est la cible de sanctions qui compromettent ses exportations.

Face à cette situation, des alternatives ont été explorées, notamment le recours à l'Inde. L'Inde est le second producteur mondial de blé. Compte tenu de sa population, 1,3 milliard d'habitants, sa production est prioritairement consacrée à satisfaire les besoins domestiques. L'augmentation de la production en Europe est une autre piste. Mais le changement climatique change la donne.



### Le changement climatique impose de nouvelles règles

Depuis plusieurs semaines, l'Inde est confrontée à des températures exceptionnellement élevées. Les conséquences se font ressentir dans l'agriculture, avec la chute des rendements. En conséquence, le gouvernement indien a décidé de suspendre les ex-

portations de blé. Cette situation place de nombreux pays dans l'embarras, car il n'est donc plus possible de compter sur cette source d'approvisionnement pour pallier à la défaillance de l'Ukraine et de la Russie, deux pays en guerre. Or, avec les importantes livraisons d'armes et le soutien financier des pays de l'OTAN à l'Ukraine, cette guerre va se prolonger.

L'Europe et les États-Unis sont également d'importants exportateurs de blé. Mais le risque de sécheresse amène à revoir les prévisions d'exportations à la baisse. Ceci va donc contribuer à amplifier la flambée des prix de ce produit de première nécessité.

En Afrique, les importations de blé se sont développées pour faire face à la croissance importante de la population. Le risque d'émeutes de la faim se précise. Mais à la différence de celles de 2008, la population africaine compte 400 millions d'habitants de plus. Une telle situation pourrait ébranler le continent, remettre en cause des avancées et d'importants projets de développement et favoriser l'instabilité politique au détriment de la population.

### Augmentation des difficultés pour la majorité des Réunionnais

À La Réunion, l'intégration toujours plus grande à la France et à l'Europe s'est traduite par l'importation d'un mode de vie, reposant sur la forte consommation de produits eux aussi importés. Ces 20 dernières années, les ouvertures de boulangeries se sont multipliées, avec pour conséquence l'augmentation des importations de blé d'Europe, car La Réunion n'en produit pas. La part des produits dérivés du blé dans l'alimentation a augmenté au détriment d'aliments traditionnels tels que le manioc ou le maïs. Les Réunionnais sont donc livrés pieds et poings liés aux fluctuations des cours mondiaux, avec des répercussions sur leur pouvoir d'achat. Dans un pays où près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, les conséquences ne peuvent qu'être dramatiques, surtout pour les pauvres.

C'est la conjonction de deux crises : guerre en Europe et changement climatique. Les conditions sont réunies pour une accélération de l'aggravation de la situation, avec des conséquences sociales qui ne manqueront pas de se faire ressentir.

### Nécessaire remise en cause de la politique d'intégration à la lointaine Europe

Cela souligne l'urgence de remettre en cause cette politique d'intégration à la France et à l'Europe pour épargner tant de souffrances aux plus démunis, c'est-à-dire à la majorité de la population réunionnaise.

Deux pistes existent : l'autosuffisance alimentaire et le co-développement. La première suppose un important soutien des pouvoirs publics pour développer la production locale. La seconde a besoin de la création d'une compagnie maritime régionale, afin que les Réunionnais puissent décider de s'approvisionner au plus près dans leur région, et ne dépendent plus des décisions des majors du fret maritime qui ont tout intérêt au maintien de La Réunion sous la dépendance alimentaire de l'Europe. Ainsi, les Réunionnais pourront importer des pays voisins les produits alimentaires qu'ils ne produisent pas. Ceci nécessitera d'importants efforts pour augmenter la production agricole à Madagascar, qui était le grenier de notre région et qui ambitionne de le redevenir.

Enfin, la question des habitudes alimentaires est à revoir. Pourquoi ne pas remplacer le blé par le manioc comme l'expérimente avec succès le Gabon ? Et si la production réunionnaise ne suffit pas, alors nul doute que le développement de Madagascar pourra répondre à la demande.

*M.M.*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

# Krach des cryptomonnaies : la fin du rêve d'une monnaie sans régulation

C'est une très puissante et très brutale expiration que le marché des cryptomonnaies nous a invité à suivre ces trois derniers jours. En parallèle à la chute de Bitcoin et d'Ethereum, à plus de 20% chacune, l'impossible s'est produit du côté du stablecoin TerraUSD (UST), décrochant de son suivi du cours du dollar lundi soir. Toutes les monnaies reposant sur la blockchain terra (UST) se sont effondrées.

Cette cryptomonnaie a un jour compté parmi les 10 plus grosses du monde et elle pesait plus de 40 milliards de dollars la semaine dernière. Depuis ? L'apocalypse pour ses investisseurs. Un Luna valait 107,68 euros début avril ? Ce vendredi, il ne vaut plus rien : seulement 0,00003008 euro. Un effondrement qui a quasiment fait disparaître Luna. Sur le forum américain Reddit dédié à cette cryptomonnaie, l'heure est grave. Les modérateurs ont épinglé en haut de la page un message à l'intention de ceux qui ont tout perdu en quelques heures, avec les numéros des centres de prévention au suicide de tous les pays du monde. Des investisseurs ruinés y partagent leur malheur.

Il y a depuis plusieurs semaines une forte chute des cryptomonnaies qui serait liée en partie à la conjoncture économique actuelle. De grandes multinationales telles que Netflix ont connu des difficultés avec notamment la perte d'un grand nombre d'abonnés. Côté politique, l'arrêt des investissements en cryptomonnaie sur le territoire russe a également freiné leur progression, tout comme, les restrictions prises par la FED (Réserve fédérale américaine) vis-à-vis de ces monnaies, jugées très volatiles et assez instables. Dans le cas de Terra UST, elle était liée par un algorithme à Luna. Les investisseurs devenant de plus en plus méfiants envers la cryptomonnaie ont vendu en nombre leurs actions. La demande de vente a été tellement forte sur cette dernière, que les algorithmes de l'UST n'ont pas tenu le choc, face à cette forte volatilité et se sont effondrés. Cela montre les limites de ces algorithmes et de ce marché des "Stable-chain", qui est très volatile et peu résistant à des chocs comme celui de ces dernières 48

heures. Contrairement à une monnaie fiduciaire traditionnelle, les cryptomonnaies disposent d'un approvisionnement limité et contrôlé.

En matière monétaire, les périodes de ralentissement économique sont toujours des moments propices à des expérimentations. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'apparition des cryptomonnaies, la dernière mode en matière monétaire. Ces « systèmes de liquidités électroniques entre pairs » visent à résoudre les problèmes économiques par des mesures monétaires, mais en court-circuitant les banques. « Pourquoi utiliser ces intermédiaires souffreteux », demandent les créateurs de cryptomonnaie, alors qu'il est possible de créer des systèmes de transaction et de dépôts électroniques sécurisés et inaccessibles à des contrôleurs potentiels ? Les détails techniques de ces nouveaux systèmes de liquidité sont difficiles à appréhender, mais non ce qui les inspire. Le début du bitcoin en janvier 2009 coïncide avec la crise bancaire. Les banques faisaient faillite ou l'évitaient grâce à l'argent des contribuables. Des gens ont donc cherché à mettre leur argent hors de portée des services fiscaux, à éviter de le déposer dans les banques et à effectuer leurs transactions sans passer par elles. La nouvelle cryptomonnaie offrait la solution. Finalement cette mode de la monnaie sans régulation a pris fin avec ce Krach, demeure la question du financement de l'économie réelle, qui n'est plus une priorité pour les banques qui misent sur la spéculation en Bourse.

**“L'homme n'est pas le maître de son destin et ne le sera jamais ; sa raison même progresse toujours en le poussant vers l'inconnu et l'imprévisible, et c'est là qu'il apprend de nouvelles choses.” Friedrich August von Hayek**

Nou artrouv'

*David Gauvin*

# Oté

## Mézami, la pa larzan i manke anou !

Avèk sak nou néna, épi sak ni pé avoir, néna moiyn pou nou moiyné !

So matin dann mon vyé kok loto mwin dézangorz bande santrevil, kissoi noute t'apré ékoute in pé toute radio é kossa mi konpagni bato, kissoi ankor pou sov noute antande ? In politissien apré koze dsi konpagni l'avion.

noute fitir, dsi fitir noute péi la Rényon. In bone idé an vérité. Mé oila ké li di si nou néna prozé pou fé, sé lo nèr d'la guère k'i manke anou. Alor dann son lidé, sé La franss - ké li apèl la métropol - k'i doi assime note modèrnizassion.

Si ni arzoute avèk sa in fon pou dévlope La Rényon avèk bande prozé épi la partisipassion volontère bande rényoné konm lé marké dann n oute program parti kominis rényoné San mantir, mézami, nou lé anlèr.

Mi di pa non, mi panss mèm La franss i doi assime pou son par noute dévlopmen mé sak mi konpran pa sé ké li plère pou larzan. Mézami la pa larzan k'i manke anou é ni pé fé lo kalkil ansanb :

Alor siouplé médame zé méssyé, la sossyété, la pa larzan i manke anou. Ni pé an avoir shak ané dé milyar é dé milyar pou modèrnize noute péi-mi diré pou dévlope noute péi. Mé pou sa, néna in sèl zafèr a fèr, sé bien lire é rolire programe noute parti é sète toute sak néna bande bone zidé konmsa nou va mète noute péi anlèr.

Si ni fé lotonomi dann lénèrzi - lotonomi énérgétik - konm Paul Vergès téi di, dann tan li lété prézidan la réjyon, ala ni pé évite dépanss rante 800 épi in milyar l'ero.

Mé i fo lantante é sirtou i fo ni trape noute majorité sinplomman par pliss lotonomi. San fé pityé avèk pèrsone pars arienk avèk sak mwin la marke an-o la néna moiyn bien rogoumante noute PIB - produi intèrryèr brute - firamézir é mète anou vréman dann shomin noute dévlopmen é konm mwin la marke an-o la,

Lotosifizans alimantèr é oila ankor in milyar l'éro i rèss dann noute posh.

La pa larzan i manke anou !

Si ni taks lo travaye o blak san mantir néna ankor inn-dé milyar l'ero pou nou pa dépanssé par in sinp taks dossi bande zintran-in taks a ranbourssé si lo travaye lé fé dann la légalité - a pa ranbourssé si lo travaye lé fé o blak.

Avèk sak nou néna é sak ni pé avoir, néna moiyn pou nou moiyné.

Alor mézami si ni kalkil bien sa i fé plizyèr milyar l'éro pou nou fé avanss toute noute bande projé kissoi lo tram-train toute alantour la Rényon, kissoi in rézo papang pou nou dézanklav lé-o épi

*Justin*